



Une politique d'opposition active

Discours de Christian Levrat, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Le nouveau parlement est en place depuis six mois. C'est l'heure d'un premier bilan. Et ce bilan n'est pas bon. La droite est dominée par l'UDC. Les nouvelles directions du PDC et du PLR semblent ne pas vouloir – ou ne pas pouvoir – résister à la force d'attraction des nationaux conservateurs. Cette droite unie pratique une politique marquée par des cadeaux fiscaux agressifs, elle augmente les dépenses en suivant une logique clientéliste. Elle organise l'impasse budgétaire, pour couper demain dans les prestations de l'Etat.

Nous avons la ferme intention de l'en empêcher. Ce sera difficile au Conseil fédéral, où la droite dispose maintenant d'une majorité absolue. L'affaire Parmelin montre avec quelle arrogance elle tente de l'utiliser. Ce sera encore plus délicat au parlement et tout particulièrement au Conseil national, où l'UDC s'allie, selon les objets, au PDC ou au PLR pour mettre en œuvre sa politique. Reste le peuple : le PS Suisse ne regardera pas passer la caravane de la droite sans réagir. Il ne laissera pas affaiblir les finances fédérales, donc l'Etat, sans porter le débat sur la place publique. Reprenant à son compte l'adage juridique, pour la législature à venir, le PS décidera « *in dubio pro populo* ». En cas de doute, il y a lieu d'en recourir au peuple par la voie du référendum. Pas pour le plaisir de mener une politique d'opposition. Mais parce que c'est notre rôle de donner une voix à celles et ceux qui se font écraser par ce cartel des droites.

A n'en pas douter, il s'agit d'une majorité dans la population, j'en suis convaincu. Celles et ceux qui n'acceptent pas les cadeaux fiscaux massifs pour les grands actionnaires ou les riches propriétaires fonciers. Celles et ceux qui refusent de réduire l'aide au développement et d'augmenter simultanément les ventes d'armes dans les régions en guerre. Celles et ceux qui entendent investir davantage dans le service public, dans la formation, plutôt que pour les routes, l'armée et l'agriculture.

Durant deux législatures, le PS Suisse a été extrêmement constructif, avec des résultats convaincants à la clé : réforme énergétique, abandon du secret bancaire et régulation financière, nouvelle politique d'aménagement du territoire, réforme des retraites dans la version des Etats, surveillance des caisses maladie et j'en passe. Nous en tirons encore quelques fruits, notamment la victoire claire sur l'initiative de mise en œuvre en février ou la campagne positive que nous menons sur la loi sur l'asile. Mais ce sont les derniers fruits de la dernière législature.

Après six mois, et jusqu'à preuve du contraire, les choses sont claires : cette collaboration n'est plus souhaitée. La majorité de droite passe en force, dans presque tous les domaines : réforme des retraites littéralement massacrée en commission du Conseil national, cadeaux fiscaux déraisonnables dans une réforme maximaliste de l'imposition des entreprises, privilèges ahurissants aux propriétaires fonciers, dépenses somptuaires pour l'armée et les routes. Seules les politiques européennes et dans une moindre mesure la question migratoire pourraient échapper à cette logique d'alliance bourgeoise sous leadership de l'UDC.

Nous n'assistons pas à un retour à la politique bourgeoise classique, mais plutôt à une prise en main de la droite politique par les forces nationalistes, conformément aux vœux des grandes organisations économiques, au premier lieu desquelles l'USAM, présidée par l'UDC. Ou, autre exemple, Economiesuisse cherchant ouvertement la collaboration avec l'UDC pour résoudre le problème sur les accords bilatéraux en oubliant que c'est l'UDC même qui nous a conduits dans cette impasse. Dans ce contexte, le rôle du parti socialiste est appelé à évoluer : il nous revient de mener une politique d'opposition musclée, déterminée et efficace.

Le PS Suisse n'a pas le choix. Les nouvelles majorités, et la pratique solitaire du pouvoir par la droite sur les questions sociales et économiques, appellent une réponse forte. Dans l'immédiat, nous allons lancer le référendum contre la RIE III et contre l'extension des horaires d'ouverture du commerce de détail. A moyen terme, et si la droite persiste à remettre en cause l'âge de la retraite, nous irons aux urnes pour stopper la réforme des retraites. De même, nous contesterons via les urnes et à chaque fois que cela sera possible, les choix fiscaux et budgétaires de la droite.

Le PS Suisse est prêt à ce combat. Il a fortement augmenté sa capacité de mobilisation. Les nombreuses initiatives populaires de ces dernières années ont permis de construire un appareil militant important. La campagne de terrain menée lors des élections fédérales (plus de 100'000 électrices et électeurs contactés téléphoniquement par des militant-e-s bénévoles) porte ses fruits, comme le montre l'augmentation du nombre de membres du parti pour la première fois depuis 20 ans, ainsi que les résultats encourageants des dernières élections cantonales et communales.

Les élections de 2019 se joueront sur le bilan de la droite durant cette législature. Dans la mesure où elle a décidé d'unir ses différentes composantes pour prendre seule les grandes décisions de la législature, dans la mesure où elle considère qu'il n'est pas nécessaire d'intégrer l'ensemble des forces politiques comme le voudrait la tradition politique de notre pays, elle assumera seule le bilan de cette législature. Nous serons jugés sur notre capacité à lui arracher des concessions, à mobiliser la population pour stopper le démantèlement de l'Etat qui se met en place sous nos yeux. Nous y sommes prêts, et nous réjouissons de mener la bataille ensemble dans les quatre ans à venir.



2011-2015, une législature de progrès

Discours de Géraldine Savary, conseillère aux Etats (VD), vice-présidente du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Arithmétiquement, rien ne distingue les législatures 2007-2015 de celle que nous connaissons aujourd'hui. Le parlement, comme le Conseil fédéral ont été dominés par des majorités bourgeoises. Mais cette majorité a su laisser de la place à la force de proposition du parti socialiste et nous fûmes dans la situation de pouvoir nouer des alliances « au cas par cas », avec des formations politiques de droite.

Durant cette période, et grâce, notamment, à l'ambition de résultats du parti socialiste, nous avons profondément réformé la place financière suisse, en nous dotant d'instruments de régulation financière et en consacrant la fin du secret bancaire.

Nous nous sommes dotés d'une loi visant à accroître la surveillance des caisses maladie, avons augmenté les investissements dans la formation et dans l'aide au développement. Nous avons renforcé et élargi les politiques publiques fédérales en matière d'accueil extra-familial, adopté une ambitieuse réforme énergétique. Nous avons engagé notre pays dans une vision durable de l'aménagement du territoire et des infrastructures publiques.

A l'initiative du parti socialiste, la Banque nationale suisse a adapté une politique monétaire en faveur de l'emploi et le parlement un programme de relance en faveur des entreprises. Le terrain de jeu parlementaire fut propice à des alliances, certes fragiles et limitées, mais qui ont contribué à ce que la Suisse s'engage vers des réformes de progrès.

Les rendez-vous avec la population ont permis au parti socialiste suisse de faire bouger les lignes. Les initiatives, référendums et prises de position du PS Suisse ont contribué au débat démocratique, voire ont été couronnés de succès. Citons le référendum sur le Gripen, la votation sur les salaires abusifs, la loi sur l'aménagement du territoire, l'initiative de Gastrosuisse, ...).

Nos propres propositions, même refusées par la population, ont eu un impact direct sur les projets adoptés par le parlement et la population. L'initiative sur la caisse publique a permis que soit renforcée la surveillance sur les caisses maladie. L'initiative Cleantech a débouché sur le projet Energie 2050, l'initiative sur les forfaits fiscaux est à l'origine d'un durcissement de la loi sur l'imposition d'après la dépense. L'initiative sur les salaires minimaux a eu pour conséquence une augmentation de salaires pour 200'000 travailleurs ayant des revenus de moins de 4'000 francs.

Durant ces huit dernières années, au cours desquelles des réformes initiées ou accompagnées par le parti socialiste ont pu voir le jour, le pays ne s'en est pas plus mal porté. Au contraire, au milieu d'une Europe fracturée, la Suisse a su maintenir croissance et emploi. Depuis début 2010 et jusqu'en 2015, la Suisse a atteint une croissance moyenne de 2%, avec un taux de chômage d'environ 4%, soit inférieur de près de moitié au taux moyen de l'Union européenne.



Lorsque le trou noir remplace le cartel

Roger Nordmann, conseiller national (VD), président du Groupe socialiste des Chambres fédérales

Seules les paroles prononcées font foi.

La précédente législature était celle de la négociation fluide entre les différents pôles, négociations dans lesquelles l'argumentation et le réel jouaient un rôle central. Avec les élections de 2015, la situation change du tout au tout. Après six mois de législature, c'est l'astronomie qui offre la meilleure clé de lecture pour comprendre ce qui se passe au Conseil national. Il faut pour cela considérer les masses et les vitesses, comme l'enseignait Newton.

Groupe UDC = 68

Groupe PLR = 33

Groupe PDC = 30

Concrètement, le pouvoir au Conseil national se définit actuellement autour de trois inéquations :

$$\text{UDC} > \text{PDC} + \text{PLR}$$

$$\text{UDC} + \text{PLR} > 100$$

$$\text{UDC} + \text{PDC} = 98 \approx 100$$

En français, cela signifie que, grâce à sa masse énorme, l'UDC peut se contenter, dans les faits, d'un seul partenaire, soit le PDC, soit le PLR, pour obtenir une majorité, sachant qu'ils se trouvent toujours aux PLR deux trois voix pour aller compléter une majorité UDC + PDC. Le parti nationaliste peut donc, en tout temps, jouer le PLR et le PDC l'un contre l'autre.

Cette situation est complètement inhabituelle dans le système politique suisse, lequel nécessite des compromis au centre pour passer l'épaule de la démocratie directe, ce qui suppose que la plus grosse masse soit au centre. En effet, la plus forte masse, c'est-à-dire la planète UDC, est celle qu'elle qui possède la vitesse, c'est-à-dire le projet politique, le plus extrême. Elle présente de surcroît une plus forte discipline de groupe, donc la densité politique, que le PLR et le PDC. En termes astronomiques, le PLR et le PDC sont donc pour l'instant totalement satellisés par un phénomène de trou noir. On est loin du bon vieux cartel à la Suisse.

Contrairement à la physique et à l'astronomie, il n'existe en politique pas de fatalité. Cette situation stable depuis six mois pourrait évoluer de deux manières :

- Moyennant un petit peu d'énergie et vitesses propres, le PDC et le PLR pourraient sortir du champ gravitationnel de l'UDC. Nous sommes évidemment toujours ouverts à la discussion cas échéant. Les sujets ne manquent pas ; des accords bilatéraux à la prévoyance 2020.
- L'autre moyen d'affranchir le pays du champ gravitationnel de l'UDC, c'est de l'affaiblir en provoquant des collisions. Dans notre système, le collisionneur s'appelle le référendum, et nous allons l'utiliser.

Si, en revanche, le système gravitationnel reste stable, c'est l'UDC qui donnera le ton pendant quatre ans, selon trois axes clairement visibles aujourd'hui :

1. Offrir des allègements fiscaux à ceux qui n'en n'ont pas besoins.
2. Affaiblir les prestations à la population et les investissements d'avenir pour concentrer les dépenses restantes sur les clientèles de l'UDC, en particulier l'agriculture, la route et l'armée (différemment exprimé : « *back to the 60'* »).
3. Provoquer une rupture des accords bilatéraux.

Nous considérons que ce n'est pas dans l'intérêt des Suissesses et des Suisses, car les vrais défenseurs de la Suisse sont ceux qui en protègent la substance, pas ceux qui l'isolent de l'extérieur en la démantelant de l'intérieur. C'est là tout l'enjeu de la législature.



Rechte bedient sich aus der Staatskasse, Minderheiten und sozial Schwache werden übergangen

Referat von Marina Carobbio Guscetti, Nationalrätin TI, Vizepräsidentin der SP Schweiz

Es gilt das gesprochene Wort.

Ich bin ehrlich entsetzt. Was sich in den letzten Monaten gezeigt hat, wird das Programm für die nächsten vier Jahre sein. Die Eidgenossenschaft wird durch die rechte Wende demontiert. Anstelle der Landesinteressen werden Einzelinteressen vertreten. Besonders deutlich zeigt sich das in der Sozial- und Finanzpolitik.

Das erste Zeichen dafür sahen wir am 18. Dezember 2015, als der Zulassungsstopp für Ärztinnen und Ärzte im ambulanten Bereich versenkt wurde. Nur dank der Reaktion der Versicherten und der Kantone wurde es möglich, trotzdem noch eine Lösung zu finden um zu verhindern, dass die Gesundheitskosten noch weiter explodieren.

Letzten Freitag wiederum hat die Rechtsmehrheit in der NR-Kommission entschieden, die Tarifkompetenzen der Kantone und des Bundes in der obligatorischen Krankenversicherung aufzuheben, und so eine Kostensteigerungen in Milliardenhöhe auf dem Rücken der Versicherten in Kauf zu nehmen. Gleichzeitig hatte nicht einmal eine Mini-Reform, welche eine Formularpflicht für mehr Transparenz bei den Mietzinsen forderte, eine Chance!

Was bei der Bauernlobby in den letzten Wochen besonders deutlich wurde, hat System in der aktuellen rechten Politik. Die Lobbyisten setzen ihre Eigeninteressen skrupellos durch. Bis hin zum Bundesrat wird für ein pralles Portemonnaies gesorgt. Gefüllt mit Mitteln, das der Gemeinschaft zugutekommen sollte.

Tatsächlich kennt die Finanzpolitik der bürgerlichen Mehrheit in Bundesrat und Parlament nur noch eine Richtung: Kürzung und Abbau. Mit einer Ausnahme: Bei der Armee ist der bürgerliche Bundesrat ebenso spendierfreudig wie das bürgerliche Parlament und erhöht den Zahlungsrahmen für die nächsten vier Jahre auf 20 Milliarden. Mit dem «Stabilisierungsprogramm 2017-2019» wird die Armee noch mehr Geld erhalten, während bei der Bildung, bei der Internationalen Zusammenarbeit sowie im Sozialbereich überproportional stark gekürzt wird

Vaterschaftsurlaub und Lohngleichheit: Beispiele, die zeigen, wie gerade auch ein Teil der CVP Teil dieser rechten Wende geworden ist. Sie segnet mit grosser Freude Millionen für die Landwirtschaft ab. Bei einem Familienthema hingegen verlieren einige ihrer Exponenten Mut und Nerven und stimmen gegen die Interessen der Väter und Mütter in diesem Land. Gleichzeitig entfernen sie die Lohngleichheit als Projekt in der aktuellen Legislaturplanung. Dank der neuen rechten Mehrheit und einem Teil der sogenannten «Familienpartei» CVP bleibt die Schweiz das familienunfreundlichste Land Europas!

Internationale Zusammenarbeit: Angesichts der humanitären Katastrophe, die sich gegenwärtig im Mittelmeerraum abspielt, ist es unverantwortlich, Ressourcen in der langfristig angelegten Entwicklungszusammenarbeit und in der humanitären Hilfe abzubauen. Wer bei den Ärmsten der Welt und bei Kriegsopfern spart, spielt ein zynisches Spiel und darf sich nicht über steigende Flüchtlingszahlen wundern. Die bürgerliche Mehrheit der Finanzkommission des Nationalrates will die Entwicklungshilfe auf 0,4 % des BNP kürzen.

Ergänzungsleistungen (Mietzinsmaximum): Fast die Hälfte der IV-Rentnerinnen und IV-Rentner ist zur Existenzsicherung auf Ergänzungsleistungen angewiesen. Auch bei der AHV steigt der Anteil stetig. Trotzdem hat die bürgerliche Mehrheit entschieden, die Anpassung der Mietzinsmaxima bei den Ergänzungsleistungen zur AHV und IV zu sistieren. Die Mietzinsmaxima der Ergänzungsleistungen sind seit 15 Jahren unverändert, obwohl die Mietpreise seither um rund 21 Prozent gestiegen sind! Das ist unverantwortlich und unverständlich.

Beim wichtigsten Geschäft (Altersreform 2020) droht der nächste Abbau. Der Gewerbeverband gibt die Linie vor: Senkung des Umwandlungssatzes in der 2. Säule, aber keine Erhöhung der AHV-Rente (also faktische eine Rentenkürzung). Und gleichzeitig die Einführung eines Automatismus zur Erhöhung des Rentenalters. Wenn der AHV-Fonds die volle Jahresdeckung unterschreitet, muss der Bundesrat Massnahmen ergreifen. Bei einer weiteren Senkung unter 80 Prozent Deckung ein Jahr darauf, soll das Rentenalter automatisch in jährlichen Tranchen auf 67 Jahre erhöht werden. Weder die Senkung der Renten, noch die Erhöhung des Rentenalters, entspricht dem Willen der Bevölkerung. Beides zusammen ist ein Sozialabbau, der nie und nimmer mehrheitsfähig ist. Fahren die Bürgerlichen auf dieser unverantwortlichen Schiene weiter, werden sie in der Volksabstimmung Schiffbruch erleiden.



Starker Rückhalt der SP gegen das rechte Machtkartell

Referat von Fabian Molina, Präsident Juso Schweiz, Vizepräsident der SP Schweiz

Es gilt das gesprochene Wort.

Das rechte Machtkartell hat sich seit den nationalen Wahlen formiert und ist daran, die Schweiz neoliberal umzubauen. In ihrem Machtrausch geben sie sich nicht einmal mehr die Mühe, das diskret zu tun. Mit einer beseelten Arroganz privilegieren sie Superreiche, Konzerne, die Armee und reiche Bauern und kürzen bei den Renten, den Arbeitnehmenden-Rechten und den öffentlichen Leistungen. Wir sind bereit dieser Politik des Klientelismus für wenige und der sozialen Kälte für alle anderen entschlossen entgegen zu treten. Im Wahlkampf 2015 haben wir eindringlich vor dieser rechtskonservativen Mehrheit gewarnt. Jetzt ist sie am Drücker.

An der SP liegt das aber nicht. Wir haben bei den Nationalratswahlen trotz schwieriger Ausgangslage leicht zugelegt und sind im Ständerat so stark wie noch nie. Und auch die Bilanz der kantonalen Wahlen seit Oktober 2015 fällt unter dem Strich positiv aus: Im Kanton St. Gallen hat die SP ihre 20 Sitze im Kantonsrat und die beiden Regierungsratssitze souverän verteidigt. In den Kantonen Schwyz und Uri konnte die SP wichtige Erfolge verbuchen. In Uri gelang es mit dem pointierten Dimitri Moretti den Sitz in der Regierung zu verteidigen und in Schwyz konnte die SP in Wähler- und Wählerinnenstimmen zulegen und die Fraktion gar um einen Drittel vergrössern. Einzig im Kanton Thurgau war das Ergebnis für die SP wenig erfreulich, wo zwei Sitze im Grossen Rat verloren gingen. Dem stehen aber die sehr erfreulichen Resultate bei den seit Oktober 2015 ebenfalls statt gefundenen kommunalen Wahlen in der Waadt und in Luzern gegenüber. Dort legte die SP überall stark zu. In der Stadt Luzern gibt es dank der neu noch stärkeren SP/JUSO-Fraktion gar eine rechnerische Mehrheit in gewissen Fragen mit der GLP. Und in Lausanne und anderen Städten in der Waadt hat die SP ihre ohnehin starke Position weiter ausgebaut.

Und auch ein Blick auf die eidgenössischen Abstimmungen stimmt verhalten optimistisch. Am 28. Februar wurde massgeblich dank der SP die Durchsetzungsinitiative gebodigt und die CVP-Steuerinitiative abgelehnt. Wermutstropfen ist die verlorene Gotthard-Abstimmung. Wir JUSOs konnten mit der Spekulationsstopp-Initiative einen Achtungserfolg verbuchen und mehr als 40 Prozent der Bevölkerung trotz aggressiver Anti-JUSO-Kampagne überzeugen. Und auch die Prognosen für den 5. Juni sehen gut aus: Der Milchkuh-Schwindel scheint nicht zu verfangen, die Asylgesetzrevision ist auf Kurs und das schlecht aufgegleiste bedingungslose Grundeinkommen dürfte klar abgelehnt werden. Bei der Initiative gegen den Service Public braucht es einen besonderen Effort – aber auch dieser Angriff auf die öffentlichen Leistungen dürfte zu verhindern sein.

Die Legislatur ist noch jung. Trotzdem hat es die rechtskonservative Mehrheit bereits masslos übertrieben. Wohl auch deshalb, weil viele Menschen an der Vision einer fortschrittlichen und solidarischen Schweiz festhalten wollen und auch bereit sind sich gegen Widerstand dafür zu engagieren, konnte die SP seit den Nationalratswahlen über 1500 Mitglieder gewinnen und

wieder wachsen. Mit ihnen und unzähligen Menschen mehr werden wir uns gegen das rechte Machtkartell und für die Bevölkerung wehren.



Wir sind bereit für die verstärkte Oppositionspolitik

Referat von Beat Jans, Nationalrat BS, Vizepräsident der SP Schweiz

Es gilt das gesprochene Wort.

Die Leute haben wohl SVP gewählt, weil ihnen die Zuwanderung Angst macht. Sie haben vielleicht FDP gewählt, weil um sie Arbeitsplätze bangen. Den Angriff auf die öffentlichen Haushalte und die Sozialwerke, welche SVP und FDP unter grosszügiger Mithilfe von CVP im Moment aufgleisen, haben die Leute aber nicht gewählt. Davon sind wir überzeugt. Die neue Mehrheit im Nationalrat macht hier die Rechnung ohne den Wirt. Deshalb werden wir dafür sorgen, dass die Bevölkerung das letzte Wort bekommt. Wir werden vermehrt das Referendum ergreifen.

Namentlich die Aushöhlung der Haushaltseinnahmen mit Hilfe überrissener Steuergeschenke (USR III, die Steuerprivilegierung der landwirtschaftlichen Grundstücke und die Stempelsteuern), der Abbau bei den Sozialwerken oder ein mögliches Abwürgen der Energiewende werden wir nicht durchgehen lassen.

Der Widerstand gegen diese Abbruch-Agenda ist dringend. In unserer Basis ist grosse Motivation spürbar. Wir haben zwar nur einen Bruchteil der finanziellen Mittel von SVP oder FDP, die ja geflissentlich verschweigen, woher sie ihr Geld haben. Aber wir haben eine engagierte Basis und sind für die Mobilisierung auf der Strasse gut gerüstet.

Die Basis-Kampagne, welche wir vergangenen Wahlkampf erstmals breit eingesetzt haben, bietet eine gute Grundlage dafür. Überall, wo wir viel mit SP-nahen Leuten telefonieren konnten, hat die SP Wählerstimmen und Mitglieder zugelegt. So haben wir Kontakt zu tausenden Unterstützerinnen und Unterstützern aufbauen können. Diese Kontakte können wir jetzt einsetzen, um unsere Referendumsbögen zu streuen und auf der Strasse Abstimmungskampagnen zu führen.

Wir sind bereit für die kommenden Referendumskämpfe.



USR III: So nicht – das Fuder ist überladen!

Referat von Barbara Gysi, Nationalrätin SG, Vizepräsidentin der SP Schweiz

Es gilt das gesprochene Wort.

Das neue Machtkartell der Bürgerlichen hat mit der USR III zum ersten Mal so richtig zuge schlagen. Von den anfänglichen Versprechen einer ausgewogenen Vorlage und den ur sprünglichen Zielen ist kaum etwas übrig geblieben.

Der Bundesrat ging am Anfang von drei Prämissen aus: 1. Korrektur der Fehler der USR II, 2. Erhaltung des Steuersubstrats, 3. Internationale Konformität. Darum haben wir die USR III ja auch immer unterstützt. Und was ist geblieben? Ziel 1 und 2 sind komplett weg, Ziel 3 zum Teil erfüllt, aber bei Patentbox und anderen Tricks ist es eine Frage von wenigen Jahren, bis das nicht mehr akzeptiert wird.

Darum zeigt die USR III so exemplarisch wie kaum eine andere Vorlage die Arroganz und die Gier der rechten Mehrheit. Das alles ist ein Raubzug auf die öffentlichen Kassen, der Allge meinheit bleibt Leistungsabbau und Mehrbelastung.

Seit 20 Jahren läuft unser Steuersystem in die falsche Richtung: Kapital und Unternehmen werden entlastet, die privaten Haushalte und Lohnempfänger werden mehr belastet. Mit der jetzigen Reform werden die Gewinnsteuern für Unternehmen noch einmal massiv gesenkt, was Steuerausfälle von jährlich mindestens 1,7 Milliarden verursacht. Die Gegenfinanzierung, wie sie von der SP von Anfang an gefordert und vom Bundesrat zumindest teilweise einge bracht wurde, ist vollständig rausgekippt und jegliche Diskussion um einen Kompromiss dem Ständerat verweigert worden. Eine solche Politik ist absolut unverantwortlich und kann nur vom Volk gestoppt werden.

Zur Rekapitulierung: Die SP wollte den Entscheid der USR II korrigieren und bei der Dividen denbesteuerung wieder auf 100%, der Bundesrat auf 70%, der Nationalrat ging auf 50% (das heutige Niveau) zurück und die WAK-NR ist auf das Kompromissangebot des Ständerats (60%) nicht einmal eingetreten. Das heisst: Auch in Zukunft müssen auf jeden Einkommens franken aus Dividenden nur 50 Rappen versteuert werden. Der Rest ist steuerfrei.

Pikant und besonders störend ist, dass in der WAK NR mit Magdalena Martullo-Blocher und Thomas Matter zwei Millionäre federführend waren, die damit weitere unbesteuerte Dividen den in Millionenhöhe kassieren werden. Und sich die Bauern einseifen liessen mit einem Steu ergeschenk für Landverkäufe.

Doch damit haben die Rechten noch immer nicht genug. Der nächste milliardenschwere Raubzug auf die Bundeskasse wird schon vorbereitet, nämlich die vollständige Abschaffung der Stempelsteuer. Das würde ein weiteres Loch von jährlich über 2 Milliarden Franken in die Bundeskasse reissen.

Umso wichtiger ist, dass das Volk schon bei der USR III die Notbremse zieht und klar signalisiert: so nicht.